



COMMUNIQUE INDECOSA-CGT

**PENURIE DE CEREALES, DE LAIT, ET DE VIANDES:
Un alibi idéal pour les industriels et la grande distribution !**

Montreuil, le 9 août 2007.

« Labourage et pâturage sont les deux mamelles dont la France est alimentée », cette expression légendaire du Ministre d'Henri IV, le Duc de Sully, n'a pas pris une ride.

Pourtant, bien que l'agriculture reste un atout majeur pour notre pays, elle est confrontée aujourd'hui au risque de ne plus pouvoir répondre totalement à la demande de matières premières. Les conditions climatiques, l'explosion de la demande extérieure et de nombreux producteurs qui n'arrivent plus à honorer leurs quotas, rendent le marché tendu.

Le relèvement des quotas envisagé par l'Union Européenne pourrait avoir des répercussions marginales du fait d'un cheptel insuffisant et des réticences de nombreux petits producteurs à s'endetter davantage. Prétextant cette situation, les grandes entreprises de l'agro-alimentaires et de la distribution (MDD) n'hésitent pas à prédire une valse des étiquettes sans précédent pour la rentrée. Bien que les produits transformés subissent le manque de matières premières, on reste sceptique sur les augmentations annoncées. Le coût de fabrication des yaourts et autres produits à base de lait n'a pas autant varié depuis un an. A cela s'ajoute des allègements de charges que les industriels n'ont cessés d'obtenir depuis plusieurs années. A l'opposé, les PME vont davantage souffrir du manque d'approvisionnement.

Cette menace d'augmentation importante des prix peut, dans un proche avenir, servir d'alibi à la grande distribution qui souhaite la réforme de la loi Galland par la libéralisation totale du marché. Pour INDECOSA-CGT, le gouvernement doit dès maintenant mettre en place une autorité de régulation des prix des produits agricoles. Cette autorité indépendante doit être composée paritairement de producteurs, d'industriels, de représentants de salariés et de consommateurs. Une telle organisation peut être une veille efficace face à la pénurie de matières premières. Elle peut également garantir une stabilité des prix, une meilleure rémunération des producteurs. Enfin, la stabilité des prix ne peut être garantie durablement sans une augmentation réelle du pouvoir d'achat des ménages.

Pour INDECOSA CGT
Arnaud Faucon
Secrétaire National
01.48.18.87.31